

# PARIS Jeux Olympiques à Paris : plutôt que le matraquage, exigeons un débat contradictoire et un référendum!

La candidature de Paris pour l'organisation des Jeux olympiques d'été en 2024 suscite un gros enthousiasme parmi les grandes entreprises, les patrons et les politiciens. Vu les promesses de milliards d'euros de profit, engrangés sur des investissements publics juteux, on les comprend. Les autorités, François Hollande, Anne Hidalgo, le Comité olympique déclarent unilatéralement que tout le pays suit leur choix et tous les contribuables sont heureux. Préventivement, ils annoncent – y compris avec la caution d'une partie de la « gauche » - des dépenses publiques modérées et des retombées bénéfiques.

Sauf que les gouvernements grec (Athènes 2004), chinois (Pékin 2008), britannique (Londres 2012) ou brésilien (Rio 2016) ont tous promis la même chose. Sans parler des jeux olympiques d'hiver... Et à chaque fois, les budgets initiaux ont explosé aux dépens des contribuables et des peuples, au profit des multinationales sinon des mafias. Les chiffres, officiels, sont parlants :

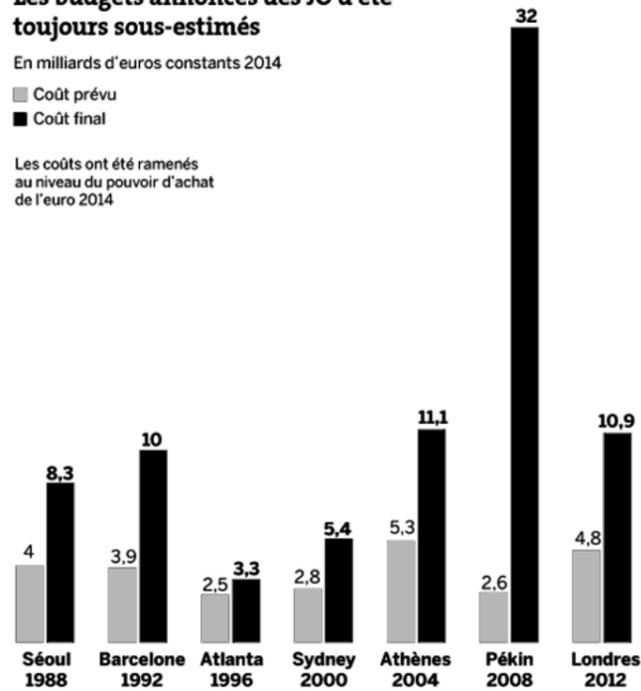
Pour l'instant, Paris 2024 doit coûter officiellement 6,5 milliards d'euros.

## Les budgets annoncés des JO d'été toujours sous-estimés

En milliards d'euros constants 2014

■ Coût prévu  
■ Coût final

Les coûts ont été ramenés au niveau du pouvoir d'achat de l'euro 2014



Source : Wladimir Andreff, « Pourquoi le coût des Jeux olympiques est-il toujours sous-estimé ? "La malédiction du vainqueur de l'enchère" »

LeMonde.fr/lesdecodeurs

liards d'euros. Quel coefficient de sous-estimation doit-on appliquer ? La construction de la Philharmonie (équipement culturel utile celui-ci) a coûté aux collectivités et à l'Etat deux fois plus qu'annoncé (400 millions d'euros au lieu de 200) pour le plaisir notamment de Bouygues...

« Événement populaire », les JO ? Les habitants de Rio ont été presque tous exclus, pour cause de prix, des 15 jours de spectacle, alors que c'est eux qui sont ponctionnés ! Les stades flamboyants neufs – et bourrés de malfrances – étaient bien vides cet été. Les JO ont entraîné la Grèce dans la corruption totale et la crise que l'on sait. A Londres, les profits ne sont pas allés aux Londoniens !

« Glorification de la noblesse du sport et de la santé » les JO ? Le sport amateur y est depuis 30 ans juste toléré comme faire valoir du sport-business avec des idoles publicitaires, gavées de produits et de fric. Seul le chauvinisme, de plus en plus étroit et commercial, demeure du soi-disant idéal olympique du Baron de Coubertin. Dans la Grèce antique, les JO étaient une période de trêve dans les guerres entre les cités. Aujourd'hui, à l'âge néo-capitaliste, ils avivent les tensions, les hostilités, les haines, la mise en concurrence entre les peuples. Certains Etats (Qatar) vont jusqu'à acheter des champions étrangers en leur offrant des naturalisations factices.

Le sport populaire sort-il dopé des JO ? Une récente décision, particulièrement mesquine, de la municipalité de Paris, donne une bonne idée de sa notion de l'affectation de l'argent. La température des 37 piscines parisiennes va être abaissée d'un degré pour économiser ... 200.000 euros par an. Sans doute pour combler une partie des milliards d'euros destinés aux JO !

La moindre des choses en tout cas – communistes, nous nous adressons dans ce sens aux donneurs de leçons de démocratie – serait d'organiser un référendum à Paris et en Ile-de-France. Cela obligerait les autorités à informer de façon moins dépendantes des puissances d'argent et à laisser la parole à des contradicteurs.

Dans un pays, que l'on dit relativement épargné par la crise, l'Allemagne, les habitants de Hambourg et de Munich, ayant obtenu la tenue de référendums, ont, tour à tour, dit NON aux projets de JO (d'été et d'hiver) voulus par les autorités régionales et le patronat. A Rome, la nouvelle maire – sur ce plan du moins – a respecté ses engagements électoraux et coupé court au projet ruineux « Rome 2024 », au grand dam notamment des firmes de l'immobilier.

Anne Hidalgo et Valérie Pécresse ont au moins autant l'obligation de faire le choix de la démocratie. Ensemble, sachons leur rappeler !

## Pétition pour l'organisation d'un référendum sur l'accueil des Jeux Olympiques Paris 2024 (voir article ci-dessus)

En tant que parisien, je demande à Anne Hidalgo et Valérie Pécresse la tenue d'un référendum validant ou non l'accueil des Jeux Olympiques à Paris en 2024 comme cela s'est déroulé dans d'autres villes candidates.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Téléphone : ..... Mail : .....

A renvoyer par lettre : PCF Paris 15ème, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS

Ou par mail : pcfparis15@orange.fr — www.pcf-paris15.fr



# Les nouvelles du XV<sup>e</sup>

www.pcf-paris15.fr  
130 rue Castagnary, 75015 Paris Journal du Parti communiste français, section du XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris  
Prix de vente : 0,10€

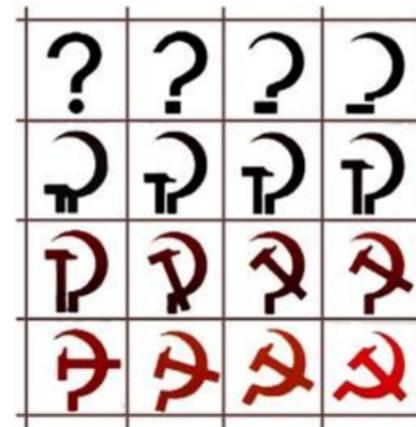
## Sommaire

Page 1-2 : Elections 2017

Page 3 : Centre Beaugrenelle : les plans de suppression d'emploi se succèdent: Après la fnac, Marks&Spencer !

Page 4 : Jeux Olympiques à Paris : plutôt que le matraquage, exigeons un référendum!

La section du PCF Paris 15ème vous souhaite une bonne année 2017 !



## Adresse aux habitants et aux travailleurs du 15ème. Que faire pendant la campagne électorale ? Préparer les luttes de demain !

En toute conscience de l'importance des échéances électorales de 2017, communistes de la section du PCF Paris 15, nous avons décidé de ne pas rentrer dans les jeux électoraux (électoralistes) - nous ne soutiendrons aucune candidature - et, pendant la campagne, d'élever notre action dans les luttes sociales, de préparer les indispensables luttes de demain.

Le PCF a toujours dénoncé l'élection du président au suffrage universel comme un recul démocratique et la dangereuse illusion de l'homme providentiel. Depuis au moins 30 ans, aucune élection présidentielle n'a amené la moindre rupture sinon l'aggravation, à tour de rôle, de la politique au service des puissances d'argent. Le système a dégradé encore sa « démocratie » avec le quinquennat, établi ensemble par la droite et la gauche « plurielle ». Le quinquennat a limité les rendez-vous électoraux décisifs à une fois tous les cinq ans. Il a subordonné les élections législatives à l'élection présidentielle. Cette année, avec la généralisation des « primaires », on atteint la caricature.

Face à la colère populaire toujours plus forte, le système et son appareil médiatique proposent un casting et de nouvelles illusions pour que rien ne change. Sacrifiés, Sarkozy et Hollande

sont renvoyés à l'exposition de leurs vies privées. Mais quel changement avec l'ancien premier ministre Fillon qui propose de porter la politique actuelle au niveau de Trump ? Quel changement avec les ex-ministres de Hollande, qui font profil bas, et se proposent comme un moindre mal ? Certains partent pour rejouer une opposition superficielle recomposée à « gauche » après le scrutin, susceptible de canaliser le mouvement populaire.

Quel changement avec la millionnaire Le Pen (7<sup>ème</sup> candidature du clan Le Pen depuis 1974!), et son suppôt technocrate Philippot, qui jouent la démagogie sociale à outrance et serviront, comme d'habitude, de repoussoir utile aux équipes dirigeantes et à l'UE du capital.

Quel changement encore avec le produit marketing Macron, vendu par la grande banque et les médias à sa solde tel un nouveau dentifrice qui

## INVITATION : Assemblée publique

Dimanche 5 février à 10h45

« Avant, après les élections, il n'y aura pas de changement politique sans montée de la résistance sociale et des luttes ! »

Au Patronage laïque du 15<sup>ème</sup> - 61 rue Violet, Paris 15 ( métro Emile Zola ou Commerce)

laverait plus blanc que Sarkozy et que Hollande ? Quelle mascarade ! Ne perdons pas d'énergie !

**Pour nous, le changement politique, ce n'est pas une illusion tous les 5 ans mais une lutte de tous les instants** contre le pouvoir économique, le patronat, les capitalistes. Le moment des élections pourraient être et a été leur relais. En 2017, nous constatons que cela ne pourra pas être le cas. La direction de notre parti a décidé de se désister. Nous sommes en désaccord avec ce choix. Il correspond à un effacement des positions communistes révolutionnaires du PCF que, comme des milliers de communistes en France, nous n'acceptons pas.

**Nous vous informons que nous ne soutiendrons aucune candidature en 2017.**

Concernant Mélenchon, nous réprouvons sa vision personnifiée de la politique. Son « populisme de gauche » abaisse le débat et fait dangereusement le jeu du populisme de droite. Nous condamnons son chauvinisme. Nous désapprouvons sa vision – virtuelle car subordonnée à son élection – étatiste et institutionnaliste, niant le rôle majeur de la lutte des classes et acceptant le capitalisme (deux notions absentes de son programme). Nous constatons, que, sur toutes les batailles concrètes qui s'annoncent, Mélenchon reste gravement dans le consensus du

système, loin du ton de ses envolées oratoires. Il défend la fusion CSG-Impôt sur le revenu, dangereuse pour la Sécurité sociale. Il défend le surarmement français. Il alimente les illusions sur une « refondation » de l'UE et la résignation à l'euro etc. En 2012, l'ancien apparatchik du PS, et partisan de Maastricht, a servi de rabatteur à Hollande. En 2017, il occupe et stérilise un espace politique à gauche dans l'attente de la recomposition de la social-démocratie. Ce n'est pas notre projet.

**En 2012, pour notre part, nous n'avons propagé aucune illusion sur un quelconque changement avec Hollande, candidat de l'UE du capital.** Les illusions semées ont gravement désamorcé la mobilisation immense pour la défense de la retraite à 60 ans. Elles ont ouvert une période de fatalisme et de résignation chez les travailleurs.

Sur un aspect grave de la politique antisociale du quinquennat de Hollande, la loi El-Khomri, se sont exprimées une opposition massive du peuple et une forte mobilisation militante des travailleurs. Ce potentiel de résistance ne doit pas être aujourd'hui dévié vers une perspective politicienne d'ici ... 2022.

**Pendant la campagne électorale, nous allons nous exprimer et agir, vous inviter à agir aussi, à soutenir ceux qui luttent, à lutter. Voici nos axes de bataille :**

- **Pour le droit du travail, le statut des salariés du privé comme du public, pour les salaires.** La loi El-Khomri est une étape qui annonce pire dans la déréglementation, l'individualisation

des contrats de travail (auto-entreprenariat, intérim ...). Plus que jamais, nous nous battons pour le relèvement du SMIC et des salaires dans des conventions collectives reconnaissant les qualifications.

• **Pour la défense et la reconquête du financement de la sécurité sociale.**

La menace est considérable pour les allocations familiales avec l'idée propagée d'une suppression des cotisations patronales famille. Le projet, venant de droite et de « gauche » et de Mélenchon, de fusionner CSG et impôt sur le revenu est gravissime. L'établissement de la retenue à la source de l'impôt sur le revenu, habilement placée à cheval sur les quinquennats, prépare le terrain. Elle est indéfendable menaçant le recouvrement, la confidentialité, la trésorerie des entreprises (tout en maintenant la déclaration annuelle de revenus).

• **Pour la défense et la reconquête des grands services publics** avec le retour aux grands monopoles publics conquis à la Libération.

• **Pour la rupture avec l'Union européenne du capital, le rejet de ses directives, l'abandon de l'euro.**

• **Pour une politique de paix, la sortie de l'OTAN et des politiques extérieures de l'UE, pour la réduction des dépenses militaires,** le retour en France de tous les soldats français engagés dans les guerres impérialistes à l'étranger.

**Notre mobilisation dans les quartiers et les entreprises du 15<sup>ème</sup>, sur la base des problèmes locaux et des luttes locales, sera animée par ces priorités. Avec vous, nous vous le proposons.**

**Centre Beaugrenelle: les plans de suppression d'emploi se succèdent:**

**Après la Fnac, Marks & Spencer !**

« L'emploi, l'emploi, l'emploi » : voilà ce qu'a été le prétexte démagogique à l'opération immobilière Beaugrenelle, agitée, jusqu'à la crampe, par les promoteurs et leur marraine Anne Hidalgo.

Trois ans après l'ouverture du centre commercial, Beaugrenelle est en train de rimer avec « plan social », c'est-à-dire, « plan de suppressions d'emploi ». Déjà, fin 2015, la « Mission pour l'emploi », installée dans le centre était fermée. Maintenant, ce sont les plus grandes enseignes qui annoncent leur départ : coup sur coup, la FNAC et Marks&Spencer, deux des rares dont les activités correspondaient un peu aux besoins des habitants...

Le solde « emplois » du nouveau centre Beaugrenelle est également plombé, dans cette zone de chalandise saturée, par les fermetures

res dans les autres quartiers de Paris et de proche banlieue. L'ouverture du dimanche, permise par le classement surréaliste par Macron en ZTI (zone de tourisme international), et prévue hypocritement depuis des années par Hidalgo (voir les débats publics), aggrave la concurrence déloyale aux dépens des petits commerces.

Et pour autant, malgré les nuisances subies, le Centre Beaugrenelle ne marche pas bien, pas au niveau des attentes de profits de la FNAC (qui se rabat sur Darty qu'elle vient de racheter) et de Marks&Spencer. Du coup, les gestionnaires du centre accroissent les pressions sur les enseignes et leurs salariés, sur les services publics, sur la collectivité avec une municipalité complaisante. Cela ne suffira pas.

Mais pour certains, Beaugrenelle, ça rapporte ! Ce qui est confirmé, ce que nous n'avons

jamais cessé de dénoncer, c'est que Beaugrenelle est avant tout une opération spéculative immobilière, que la municipalité de « gauche » a permise et soutenue de bout en bout. Pour les promoteurs, l'opération ressemble à la poule aux œufs d'or, grâce à l'argent facile que déversent les banques gavées par la Banque centrale européenne. De cette manière ne profitent pas l'industrie ou la production, même pas le commerce, encore moins les services publics, mais les spéculateurs qui, à Beaugrenelle, ont obtenu de la Ville tous les droits sur des terrains idéalement situés. Une double culbute en 10 ans, de 200 à 800 millions d'euros qui a permis à M. Bansay, PDG d'Apsys, de voir son patrimoine personnel bondir de 320 millions d'euros depuis 2011...

**Notre soutien aux salariés en lutte de Marks & Spencer s'inscrit dans cette dénonciation et cette lutte générales.**

**Marks and Spencer : une longue histoire de casse sociale**

**En 2001, le groupe britannique Marks&Spencer annonçait la fermeture de ses 18 magasins en France en informant ses 1 700 salariés de leur licenciement par un simple mail.**

Dix ans plus tard, en 2011, le groupe décide la réouverture de magasins à Paris et en proche banlieue. Mais l'histoire se répète puisqu'en novembre 2016, un communiqué de la marque annonce la fermeture de nombreux magasins dans le monde dont les sept magasins directement gérés en France, entraînant la suppression de 516 emplois. Le plus grand magasin Marks&Spencer est situé dans le XV<sup>e</sup> arrondissement au sein du centre commercial Beaugrenelle. Ce sont donc 130 salariés de notre arrondissement qui sont aujourd'hui menacés de licenciement !

Fidèle à ses pratiques, le groupe n'a pour le moment donné aucun calendrier clair, et prévoit des conditions de licenciement minimum... un peu à l'image des conditions de travail dans le groupe ! L'enseigne britannique justifie ces fermetures par des difficultés économiques. Pourtant, à la bourse de Londres, ses patrons rayonnent après des ventes de Noël exceptionnelles. Et en France, le chiffre d'affaires a progressé de 6% au 3<sup>e</sup> trimestre 2016. Mais cela ne doit pas suffire pour les actionnaires!



**La lutte des salariés s'organise !**

Les salariés des magasins se sont organisés pour refuser les diktats inacceptables de la direction. Un syndicat CGT a été fondé.

Une première journée d'action, à son initiative, a eu lieu mercredi 11 janvier devant le centre Beaugrenelle. Plus de 200 salariés ont manifesté ce jour leur refus des licenciements. La CGT du 15<sup>ème</sup>, des habitants du quartier, représentés notamment par le Comité de défense de Beaugrenelle-Front de Seine, sont également venus apporter leur soutien à leur lutte. La présidente du comité, dans sa prise de parole a mis en lumière le fiasco de l'opération Beaugrenelle. Un représentant de la CGT-Fnac est également intervenu et a insisté sur l'importance de l'unité dans l'action.

**Le centre Beaugrenelle : un fiasco prévu de longue date**

L'annonce de la fermeture du magasin Marks and Spencer intervient quelques semaines après l'annonce de la fermeture de la Fnac Beaugrenelle. Le centre commercial perd ainsi ses

deux plus grosses enseignes.

Marks and Spencer est actuellement le plus gros magasin du site. Présent sur quatre étages, il occupe 7 000m<sup>2</sup> et représente près de 10% du chiffre d'affaires du centre. De l'aveu même de la direction de Beaugrenelle, aucun repreneur n'est trouvé pour occuper les surfaces laissées vides par le départ de Marks and Spencer et de la Fnac.

Tout cela ne vient que confirmer ce que nous dénonçons depuis des années. Si le centre commercial a été une opération juteuse en termes de profit pour les propriétaires successifs, il n'a jamais été et ne sera jamais un atout pour les habitants et travailleurs du quartier. Pire encore, depuis l'installation du centre on observe une augmentation du prix des logements ainsi qu'une désertification des services et commerces de proximité.

Malgré le refus des habitants et des travailleurs du quartier, la mairie de Paris s'est entêtée à vouloir servir ce projet immobilier plus utiles aux grands capitalistes qu'aux populations. Elle porte aujourd'hui une lourde responsabilité dans ce fiasco ! Face à une municipalité qui défend les intérêts de quelques financiers, nous devons nous battre pour des aménagements et des services publics dans les quartiers et pour une politique du logement qui répond aux intérêts des travailleurs.

**Dans les espaces vacants, délaissés, du centre Beaugrenelle, rétablissons par exemple un centre de santé pour tous et implantons le 2<sup>ème</sup> conservatoire du 15<sup>ème</sup> ! Communistes du 15<sup>ème</sup>, notre soutien aux salariés de Marks & Spencer rejoint toutes ces luttes.**



*Vous allez être licencié?*

*Besoin de conseils?*

*Mme Myriam EL-Khomry est là!*

*Elle sort de 5 ans d'apprentissage!*

**Organisez votre colère, faites le choix de la lutte : adhérez !**

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Téléphone : ..... Mail : .....

**PCF Paris 15ème, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS — 01 48 28 60 05**

**pcfparis15@orange.fr — www.pcf-paris15.fr — vivelepcf.fr**

